



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ARC FRANCE**

104 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
62510 Arques

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\ARC  
FRANCE\_Arques\_0007000621\2\_Inspections\2025 09 22 PPC Eau  
Code AIOT : 0007000621

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement ARC FRANCE implanté 104 avenue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARC FRANCE
- 104 avenue du Général de Gaulle 62510 Arques
- Code AIOT : 0007000621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement de la verrerie ARC France est réparti en plusieurs sites sur 180 ha et comprend :

- l'usine de la Vallée (activités administratives, des entrepôts de stockage et des fours) ;
- la zone BATAVIA (activités d'entreposage) ;
- la zone industrielle du Hocquet (activités de stockage, chambre de moules, ateliers machines, fours, etc.) ;
- la zone industrielle du Lobel (activités d'entreposage et de composition).

L'établissement est actuellement classé SEVESO Seuil bas pour l'emploi et le stockage de substances et préparations toxiques. Les activités du site sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2023 qui supprime et remplace les prescriptions des actes antérieurs du site. Le site est soumis à déclaration pour la rubrique 1185-2a concernant les gaz à effet de serre fluorés.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	VLE eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.3.9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.2.2	Sans objet
2	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.3.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée le 22/09/2025. Elle a porté sur le volet eau du site et notamment sur le respect des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 05/07/2023 :

- 4.2.2 plan des réseaux
- 4.3.1 identification des effluents
- 4.3.4 entretien et conduite des installations de traitement
- 4.3.9 valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires

L'inspection a notamment constaté une non-conformité au point de rejet N°1 concernant les eaux industrielles de Arc France (valeur limite de rejet en bore) et une non-conformité concernant l'équipement du point de rejet N° 3 (eaux pluviales - absence d'installation de traitement). Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à M. le préfet du Pas-de-Calais.

Par ailleurs, une demande de justificatif a été faite pour justifier du caractère non pollué des eaux pluviales du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides (plan)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de tout nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant a rappelé que compte tenu de la taille du site Arc France, plusieurs arrivées d'eau sont implantées. Ces arrivées d'eau sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'eau du canal de Neufossé,</li><li>• l'étang de Batavia,</li><li>• le château d'eau,</li><li>• l'eau de puits de cave (nappe),</li><li>• l'eau de ville</li><li>• l'eau de la rivière basse Meldyck.</li></ul> L'exploitant a présenté différents plans des réseaux : <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan d'ensemble du réseau d'incendie mis à jour le 03/12/2024 contenant la localisation des différents système de pompage et le maillage des réseaux associés ;</li><li>- le plan d'ensemble du réseau d'eau de château mis à jour le 03/12/2024 contenant la localisation de la pompe de forage, des surpresseurs pour booster le réseau et le maillage du réseau ;</li><li>- le plan de la localisation des disconnecteurs ;</li><li>- le plan des réseaux EP (eau pluviale) - EU (eau usée) mis à jour le 15/09/2025 contenant le maillage des réseaux d'eau pluviale, eau usée et eau industrielle. L'emplacement des fosses septiques, des sanitaires, des bacs de décantation et de vannes ainsi que les points de rejet et d'analyse de l'eau vers la basse Meldyck.</li></ul>

L'exploitant possède plusieurs points de rejet :

- point n°1, rejet vers la basse Meldyck (point présenté dans le plan réseaux EP - EU)
- point n°2, rejet vers le canal de Neufossé
- point n°3, rejet vers étang Batavia
- point n°4, rejet vers le réseau d'eau usée de la ville d'Arques
- point n°5, rejet vers le réseau d'eau pluviale ville d'Arques

Les points de rejet ont été présentés sur plan en séance. De plus, l'exploitant a indiqué avoir 2 stations physico-chimiques pour traitement avant rejet : l'une au niveau de l'usine de La Vallée qui est fermée à date et l'autre au niveau du point de rejet 4.

L'inspection n'a pas de remarque particulière sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Identification des effluents

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées industrielles,
- les eaux vannes (type domestiques),
- les eaux pluviales.

#### **Eaux usées industrielles**

##### **a) Eaux industrielles provenant du procédé de fabrication du verre**

Sur chaque unité de fabrication, le réseau d'eau de refroidissement des machines fonctionne en circuit fermé avec trop-plein équipé d'une installation de traitement par décantation se déversant dans le réseau d'eaux pluviales du secteur concerné.

Chaque secteur de fabrication traite ses eaux industrielles à l'aide d'une installation de décantation et/ou de déshuilage et rejette les eaux traitées dans le réseau unitaire.

##### **b) Eaux industrielles provenant de l'entreprise "Arc packaging"**

Les eaux provenant de l'entreprise voisine "Arc Packaging" sont traités par Arc France avant rejet au milieu extérieur.

### **Constats :**

L'exploitant a présenté plusieurs plans des réseaux (cf point de contrôle 1), les différents maillages des réseaux sont représentés et la distinction entre les réseaux est effective.

Concernant le réseau d'eaux usées industrielles, l'exploitant a indiqué en séance posséder des décanteurs au niveau de chaque secteur de fabrication comme le montre le plan des réseaux EP - EU. Les eaux traitées par les décanteurs sont envoyées vers le réseau d'eau industrielle.

L'exploitant indique traiter les eaux provenant du site Arc Packaging, celles-ci passent d'abord par une station physico- chimique avant rejet dans le réseau d'eau usée de la ville d' Arques.

L'inspection n'a pas de remarque particulière sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement

#### **Prescription contrôlée :**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbure et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

#### **Constats :**

Les eaux susceptibles d'être polluées sur le site sont les eaux pluviales issues des aires de stationnement, de chargement et déchargement et les eaux industrielles.

Les installations de traitement pour ces eaux susceptibles d'être polluées sont :

- concernant les eaux industrielles, 2 réseaux sont présents sur le site. Le 1<sup>er</sup> réseau contenant les eaux issues du procédé de fabrication du secteur La Vallée possède une station de traitement physico-chimique. A date, le secteur est à l'arrêt. Le second réseau contient les eaux issues du procédé de fabrication de Batavia et de la zone industrielle du Hocquet, comme indiqué au point de contrôle 2, chaque secteur de fabrication possède un décanteur pour traiter l'eau. L'ensemble étant rejeté au point de rejet n°1.

- concernant les eaux pluviales, 3 réseaux sont présents sur le site. Le 1<sup>er</sup> réseau contenant les eaux pluviales des entrepôts de la zone T (hors T9 - T10) et de l'atelier de composition ZI rejette au point de rejet n°2 et ne possède pas d'installation de traitement. Le second réseau contenant les eaux pluviales des zones Y, Z de la zone industrielle du Hocquet et d'Express Packaging rejette au point de rejet n°3, et l'exploitant déclare qu'il ne possède pas d'installation de traitement contrairement à la prescription de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2023 indiquant la présence d'un décanteur-déshuileur au niveau de ce point de rejet. Le dernier réseau contenant les eaux pluviales de la zone Nord de la zone industrielle du Hocquet rejette au point de rejet n°5, non pourvu d'installation de traitement. Néanmoins, l'exploitant précise posséder un système de puisard permettant, lors des opérations de dépotage d'hydrocarbures, de recueillir les eaux polluées suite à un éventuel incident. Les eaux recueillies lors de l'opération sont soit évacuées et traitées si un incident est survenu, soit pompées et renvoyées au réseau. L'inspection rappelle que conformément à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2023, le point de rejet n°3 doit posséder un traitement avant rejet. Par ailleurs, des valeurs limites d'émission sont fixées à l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2023 pour les eaux pluviales non polluées. La justification du respect de ces VLE permettrait de justifier que les eaux pluviales aux points de rejet N° 2, 3 et 5 ne sont pas polluées.

L'exploitant déclare que la conduite des différentes installations de traitement est confiée à du personnel compétent. Le personnel est formé aux installations par le biais du système de compagnonnage mais aucun document de traçabilité de formation aux installations n'existe. L'exploitant ne peut pas justifier de la formation de son personnel, ni au suivi des décanteurs ou à la conduite de la station de traitement physico-chimique qui est exploitée par le personnel de Arc Packaging.

L'exploitant déclare ne pas tenir de registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, ainsi que les actions correctives et les analyses associées contrairement à l'article 4.3.4 de son arrêté

préfectoral du 05/07/2025.

L'exploitant déclare effectuer un contrôle en interne des décanteurs du réseau d'eaux industrielles. Un opérateur maintenance intervient tous les 3 à 4 mois pour contrôler le niveau par système de pige du décanteur. Une fiche de suivi est complétée, un exemple en date du 07/04/2025 a été présenté en séance et transmise à l'inspection le 25/09/2025. Le chef d'équipe du secteur fluide précise que si le contrôle indique une hauteur de 400 cm de boues dans le décanteur (sauf exception pour le décanteur du four b, qui doit avoir une hauteur de 200 cm de boues), un curage est enclenché auprès d'une société habilitée. Aucune procédure, mode opératoire ne sont rédigés pour tracer le formalisme de déclenchement du curage des décanteurs. Ce type de document faciliterait la formation du personnel.

L'inspection constate que seul le contrôle de la hauteur de boues déclenche le curage du décanteur, le décanteur n'est pas curé a minima une fois par an contrairement à la prescription de l'article 4.3.4. Néanmoins, l'article fait référence à un nettoyage des décanteurs - séparateurs hydrocarbures consistant au vidage des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'exploitant possède des décanteurs (voir schéma de fonctionnement planche 1) reliés aux secteurs de fabrication soit au réseau d'eaux industrielles, dans ce système de décantation les boues tombent dans le bas et l'eau passe de chambre en chambre avant rejet. Les décanteurs ne possèdent pas d'obturateur en sortie. De plus, les valeurs en hydrocarbures du site sont conformes aux VLE (voir graphe planche 1).

L'inspection considère que l'alinéa 5 de la prescription est inadapté pour l'exploitant qui ne possède pas de séparateur d'hydrocarbure et propose de compléter cette prescription en incluant le cas des décanteurs avec un curage des boues déclenché conformément aux hauteurs définies par l'exploitant. La modification de l'arrêté préfectoral sera effectuée lors de l'instruction de l'étude technico-économique sur la consommation de l'eau du site déjà déposée auprès de l'inspection.

L'exploitant a transmis deux bordereaux de suivi de déchets pour les boues de décanteur (code déchet 19 08 13\*) suivants :

- BSD-20240626-XVX2581PV (ARC - 2021- 06- 00663) en date du 26/06/2024,
- BSD - 20250702 - C86QX7D9W (ARC - 2025 - 07 - 00706) en date du 03/07/2025

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande de justificatif : il est demandé à l'exploitant de justifier du respect des VLE de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2023 concernant les eaux pluviales du site dans un délai de 3 mois à réception du rapport. Ceci afin de valider le fait que les eaux pluviales ne sont pas polluées et que la présence d'une installation de traitement des eaux polluées n'est pas nécessaire.

Non-conformité 1 : l'exploitant ne possède pas de décanteur / déshuileur au point de rejet n°3 contrairement à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2023. Il est demandé de se mettre en conformité sous un délai de 12 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.



Non-conformité 2 : il est demandé à l'exploitant de formaliser la formation aux installations de traitement et de justifier de la formation du personnel actuel sous un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Non-conformité 3 : il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre, conformément à l'article 4.3.4 de son arrêté préfectoral du 05/07/2023, un registre spécial sur l'ensemble des installations de traitement sous un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 12 mois

#### N° 4 : VLE eaux résiduaires

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.3.9

**Thème(s)** : Risques chroniques, Respect VLE

**Prescription contrôlée** :

Les rejets doivent être conformes aux objectifs de qualité du milieu.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur N°1 :

Paramètres	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	30	156,2
DBO5 (sur effluent non décanté)	30	156,2
DCO (sur effluent non décanté)	125	650,8
Azote	30	156,2
Azote Kjeldahl	10	52,1

Phosphore (phosphore total)	10	52,1
Indice phénols	0,3	1,6
Arsenic et composés	0,3	1,6
Chrome hexavalent et composés	0,1	0,5
Plomb et composés	0,3	1,6
Cadmium et composés	0,05	0,3
Cuivre et composés	0,3	1,6
Chrome et composés	0,3	1,6
Mercure et composés	0,05	0,3
Nickel et composés	0,5	2,6
Zinc et composés	0,5	2,6
Etain et composés	1	5,2
Fer, aluminium et composés	5	26,0
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1	5,2
Hydrocarbures totaux	10	52,1

Fluor et composés	6	31,2
Antimoine et composés	0,3	1,6
Baryum	3	15,6
Acide borique	3	15,6

[...]

### Constats :

L'inspection a consulté en amont de la visite, les déclarations GIDAF de l'exploitant de l'année 2025 jusqu'au mois de juillet. De l'analyse de ces déclarations, l'inspection constate concernant le point de rejet n°1, un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) pour l'acide borique de l'ordre de 43 %.

L'exploitant déclare travailler sur cette problématique qu'il a déjà détectée. L'exploitant a présenté en séance les actions qu'il a déjà menées et celles qu'il a planifiées suite aux réunions de travail des 13/03/2025, 19/06/2025 et 12/09/2025. Pour rappel les eaux rejetées proviennent du procédé de fabrication de Batavia et de la zone industrielle du Hocquet.

Les actions déjà réalisées sont :

- analyse et recherche de bore au niveau de tous les décanteurs de la zone industrielle, cette analyse indique que la pollution semble provenir majoritairement du décanteur du décor NP
- analyse d'eaux du décanteur NP sur 5 jours consécutifs et grattage de résidus collés sur les parois du décanteur pour analyse. En effet, à date pas de source de pollution au bore détectée liée aux eaux traitées par ce décanteur. Les matières premières utilisées pour le décor ne contiennent pas de bore, et la ligne fonctionne en circuit fermé. Les déchets d'« eau » issus du nettoyage sont conditionnés en cubitainers. L'hypothèse d'une pollution historique est émise.
- La présence de bore est confirmée dans les analyses des eaux du décanteur sur 5 jours consécutifs et dans les résidus des parois du décanteur.

Les actions planifiées au jour de la visite et les délais associés sont :

- Nettoyage du décanteur du four U (compartiments connectés au décanteur du décor NP) (délai : 7 novembre 2025)
- Poursuite de la recherche des sources potentielles de pollution historique au Bore au travers de prélèvements et d'analyses de la concentration en Bore au niveau de points stratégiques du réseau d'eaux du site sur 2 semaines consécutives (délai : 7 novembre 2025)

2025)

- Si les résultats d'analyses des 3 prochains mois restent supérieurs à la VLE, nettoyage du décanteur du décor NP. En effet, l'exploitant ne souhaite pas effectuer ce nettoyage par défaut car il risque d'endommager de manière irréversible le média filtrant du décanteur (délai : 31 janvier 2026)

A la date de rédaction du présent rapport, les échéances de début novembre 2025 sont dépassées, un point de situation a été effectué entre l'inspection et l'exploitant. L'exploitant déclare dans son courriel du 24/11/2025 que le nettoyage du décanteur du four U a bien été effectué fin septembre et que les analyses de pollution historique ont eu lieu du 6 au 17 octobre 2025. Une autre source d'acide borique a été identifiée.

Par ailleurs, l'inspection constate que le paramètre mercure qui est un paramètre déclassant ou préoccupant lié à l'état de la masse d'eau du milieu récepteur, et par ailleurs une substance dangereuse prioritaire au sens de la directive cadre sur l'eau, est conforme aux VLE de l'AP du 05/07/2023 .

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Non-conformité 4 : il est demandé à l'exploitant de respecter l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2025 en respectant les VLE de l'acide borique au point de rejet n°1 sous un délai de 3 mois à compter de la notification du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois